

## EDITORIAL



Par  
**Maxime Picard**  
Délégué fédéral à la Prévention  
et à la Sécurité publique

### Après l'émeute

Comme lors de chaque montée de violence dans une banlieue que l'on découvre pour l'occasion, les « experts » de la sécurité se succèdent sur les plateaux. Les mêmes syndicalistes, les mêmes animateurs de rues, les mêmes chercheurs et les mêmes élus. Un petit tour des plateaux télé, un débat rôdé qui semble ronronner, jusqu'à la prochaine fois.

Pourtant, notre responsabilité de militants politiques est de nous interroger sur cette politique désastreuse qui a abouti à ce résultat : Nicolas Sarkozy nous dit qu'il n'y a pas de cause sociale à cette révolte. La politique de la ville ne serait donc plus une politique sociale, et c'est pourquoi nous assistons depuis quelques années à un resserrement des contrats de ville et des politiques urbaines sur des questions d'habitat.

Sur le fond, ce choix de la droite est inquiétant et idéologique. Inquiétant car comment croire que seuls l'ordre, la rénovation de l'habitat et « l'occupation de la glandouille », selon l'expression de Fadela Amara, peuvent faire office de politique de la ville ? Idéologique car Nicolas Sarkozy ne veut pas assumer l'état dans lequel il met la société française, depuis qu'il y exerce quelque responsabilité. Son habileté aura été de confier cette mission à une femme originellement de gauche issue de ces quartiers sensibles. Il reste à espérer que la ministre de la ville a conscience de la responsabilité qui sera la sienne si elle échoue.

La question est donc celle de la frontière de notre république. En cela, la relégation sociale n'est pas le monopole des quartiers composés de tours de béton collés les unes aux autres. La commune de Villiers-le-Bel n'est pas qu'une concentration de tours, mais une commune pauvre, traversée de quartiers résidentiels bien autant relégués que les grands ensembles.

C'est pourquoi l'enjeu est de mener une politique de cohésion sociale qui dépasse de beaucoup la politique de la ville. Trop souvent, la majorité départementale se contente de faire fonctionner quasiment à regrets ses services au service minimum de ses concitoyens. Au contraire, les conseils généraux, et donc celui du Morbihan, doivent assumer leur vocation sociale et enfin mener des politiques qui modifient les lignes de fracture d'une société.

Nous ne réglerons pas tout en assumant nos responsabilités, au Conseil général ou dans les communes, car l'axe stratégique dépend de l'Etat. Mais nous pourrions tout de même agir, pour combattre la précarité sur toutes ses formes, enfin.

## Conseil général Vers les cantonales 2008

**Le Conseil général du Morbihan s'est réuni en session plénière les 27 et 28 novembre. A l'heure où les socialistes morbihannais travaillent sur le projet départemental pour les cantonales de 2008 -et suite à la désignation des candidats socialistes pour ces élections (voir p.2)- le Rappel fait un retour sur le contenu de cette session plénière et sur les positions des conseillers généraux de Gauche. Parmi les dossiers phares : le plan départemental de traitement et d'élimination des déchets, la desserte des îles, le débat d'orientation budgétaire 2008.**

En préambule de son intervention de politique générale, **Hervé Pellois** -Président du groupe de gauche a tenu à dénoncer la méthode employée par la majorité lors des débats d'orientation budgétaire : "Débat, dites-vous, ou simple formalité puisque rien ne change à l'issue de ces séances. Tout est déjà joué en coulisses sans aucun débat en commissions. Nous le regrettons vivement".



Une partie du groupe de Gauche en séance plénière au Conseil général. De gauche à droite, au premier plan : **Hervé Pellois**, **André Gall** et **Henri Le Dorze**. Au second plan : **Joël Labbé**, **François Hervieux** et **Béatrice Le Marre**.

### Décentralisation acte II : toujours des incertitudes

"Depuis la mise en œuvre de l'acte 2 de la décentralisation, toutes les sessions d'orientations budgétaires nous amènent à nous poser la question du périmètre des compétences transférées et surtout de celui de la participation financière de l'Etat. Le flou est toujours présent (...) Nous avons, c'est vrai, le sentiment que, sur la plupart des actions transférées, nous y allons sur la pointe des pieds. Nous accomplissons nos obligations sans grand entrain, ni désir particulier d'innovation tant organisationnelle que d'actions.

Nous ne pouvons qu'appeler de nos vœux un partenariat enfin rénové entre l'Etat et les collectivités territoriales. (...) Seul un nouvel équilibre entre la fiscalité locale et celle de l'Etat permettra à nos collectivités de répondre aux enjeux de nos territoires. Seule cette réforme

permettra aux collectivités de gérer leurs nouvelles compétences, voire de s'ouvrir réellement à des champs d'expérimentations adaptés aux diverses exigences territoriales.

La façon dont l'Etat traîne depuis si longtemps sur ce sujet laisse à penser qu'il a, sans aucun doute, intérêt à laisser les choses en l'état. (...) Les charges incombant aux collectivités ont cru de 3,9% depuis un an et, pendant ce temps, les dotations d'Etat vont au global être de l'ordre de 1%".

### Pouvoir d'achat et solidarités

"De tous ces sujets, je n'en retiendrai qu'un seul, celui du pouvoir d'achat qui reflète à nos yeux de façon exemplaire, l'injustice et l'innocuité des politiques menées actuellement. Je le retiens parce qu'il touche au cœur de ce que doit être notre travail de Conseillers généraux à savoir, être les garants de la solidarité.

Nous savons que notre département a les moyens d'une politique exemplaire dans ce domaine (...). 18% des ménages morbihannais sont pauvres : 1 ménage sur 5. Cette grande précarité touche les jeunes privés d'emploi régulier surtout dans les villes centre et les personnes âgées dans le monde rural. (...)

Nos politiques départementales doivent prioritairement et de façon volontariste cerner et répondre de manière pragmatique à cette précarité. Adaptons nos politiques sociales en particulier en direction des personnes âgées et de ceux qui se retrouvent au bord du chemin, où qu'ils demeurent sur notre territoire. La pauvreté est importante dans le monde rural, elle est plus silencieuse que d'autres, peut-être mais elle est là en attente d'un mieux vivre ensemble. (...)

Le Département a comme première obligation la solidarité et la cohésion sociale, nous devons y apporter énergie et financement renforcés, nous devons nous interroger sur les cassures marquées dans le Morbihan entre les zones « dynamiques » et les zones « atones ». Nous devons prendre la mesure réelle des conséquences de la « surpopulation » des personnes âgées dans les années à venir sur les zones littorales". (suite page 2)

## Dernière réunion du Projet départemental

Gourhel - Mardi 11 décembre - 20h30

Salle municipale

## Election du Premier des socialistes : les résultats par communes

### Lorient

Norbert Métairie a été élu premier des socialistes avec près de 80 % des voix (38 % de participation).

### Pontivy

Jean-Pierre Le Roch a été désigné premier des socialistes pour les prochaines municipales.

### Questembert

Paul Paboeuf a été élu premier des socialistes pour reconduire la liste municipale sur la commune.

### Sarzeau

Yannick Le Goff a été élu premier des socialistes à l'unanimité.

### Le Tour du Parc

Georges Sarasin a été élu premier des socialistes à l'unanimité.

### St Gildas de Rhuys

Ludger Louise a été élu premier des socialistes à l'unanimité.

### Larmor-Plage

Jean-René Gautron a été élu premier des socialistes par la section.

## Elections cantonales : les candidats socialistes sont désignés

La désignation des candidats socialistes pour les cantonales de 2008 a eu lieu. Voici la liste des candidats élus dans les cantons renouvelables où une candidature a été présentée :

### Lorient-Sud

Yves Lenormand - Titulaire

### Lorient-Centre

Norbert Métairie - Titulaire

### Le Fauët

Pierre Pouliquen - Titulaire

### Cléguérec

Serge Moëlo - Titulaire

### Pont-Scorff

Jean-Yves Laurent - Titulaire

### Vannes-Est

Hervé Pellois - Titulaire

### Mauron

Charles-Edouard Fichet - Titulaire

### Guer

Jean-Marie Chadouteau - Titulaire

Typhaine Bibard - Suppléante

### Auray

Marie-Annick Guitton - Suppléante

### Groix

Marine Tonnerre - Titulaire

### Hennebont

Gwennaëlle Cohic - Titulaire

Eric Froger - Suppléant

## CONSEIL GENERAL

### Vers les cantonales 2008 (suite)

**Retour sur la session plénière du Conseil général des 27 et 28 novembre. Extraits de l'intervention de politique générale d'Hervé Pellois - Président du groupe de Gauche (suite de la p.1) et extraits d'interventions de Conseillers généraux socialistes.**

#### Plan départemental de l'Habitat : des avancées à surveiller

Vous souhaitez par ailleurs mettre en place un Plan départemental de l'Habitat, et vous allez demander à l'Etat la délégation des aides à la pierre. Nous sommes satisfaits que vous y veniez enfin. Ce sont des outils, qui, bien utilisés, peuvent aider à inverser les tendances naturelles des développements et redonner vie aux territoires oubliés.

Le logement, comme nous l'avons dit précédemment, fait partie intégrante des obligations d'une bonne insertion sociale et professionnelle. A ce titre, il ne peut qu'être une priorité départementale. (...)

#### Développement économique : lisibilité et sélectivité pour le Département

(...) Pourrions-nous à terme continuer à avoir un engagement aussi important dans le domaine économique alors que nous ne sommes pas chef de file ? Nous serons sans doute rapidement dans l'obligation, pour des raisons budgétaires de faire des choix et à apporter notre aide que lors -

qu'elle est indispensable aux entreprises, qu'elle joue un effet levier efficace qui leur permet vraiment de se développer ou de s'installer.

#### Protection de l'enfance : à quand un schéma départemental de l'action sociale

Le Département doit répondre aux obligations émanant de la dernière loi sur la protection de l'enfance du 5 mars 2007. Ces obligations ne seront pas neutres sur un plan financier. (...) Vous prévoyez une augmentation «sensible» de nos dépenses. L'Etat compte a priori fortement sur les Départements pour financer ces nouvelles mesures.

Création de la cellule départementale de signalement, installation de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance, nouvelles mesures d'accompagnement en économie sociale et familiale : voici quelques-unes des nouveautés de ce plan, elles sont légales et importantes, mais nous ne voyons pas d'augmentations des postes d'éducateurs de prévention en milieu rural et urbain. Quel bilan

tirons-nous de ce choix ?

Dans le domaine social, il est essentiel d'avoir plus de données qualitatives. Des bilans réguliers des actions engagées, une justification plus qualitative des missions et donc des financements octroyés à nos partenaires sociaux sont nécessaires à nos choix. L'écriture d'un Schéma départemental de l'action sociale permettra sans doute de clarifier nos politiques et nos pratiques dans ce domaine. (...)

Par ailleurs, la participation au fonctionnement des structures collectives d'accueil de la petite enfance est la règle dans de très nombreux départements, elle l'était avant le désengagement partiel de la CAF, elle l'est toujours. Il est difficile dans ce domaine de soutenir la création de la structure et de se désintéresser de sa survie, surtout dans un domaine où notre responsabilité est première. (...) Pour les horaires atypiques, tout est affaire de choix. Nous nous demandons si la solution n'aurait pu être d'aider les collectivités à mettre en place un accueil atypique adapté à leurs besoins ou des actions innovantes, alors même que l'Education nationale limite l'accès à nos maternelles aux moins de trois ans. (...)

#### Grenelle de l'Environnement : quelles conséquences pour les départements

(...) Quelles seront les conséquences des orientations du Grenelle de l'environnement, qui sur de nombreux points ont fait avancer la réflexion et les prises de conscience, mais qui devront être elles aussi financées. Je songe par exemple à l'amélioration énergétique du parc des logements dont la facture est estimée à 600 milliards d'euros d'ici 2050. Parions que les départements seront parmi les premiers sollicités. (...)



**Béatrice Le Marre - Conseillère générale de Ploërmel**

#### Politique départementale des transports

Concernant les grandes orientations du plan départemental des déplacements collectifs adopté en 2005 (...), nous devons développer une alternative au tout voiture et étudier rapidement toutes les solutions qui rendront plus facile l'utilisation des transports collectifs :

- Développer la communication, bien sûr, vers les non-utilisateurs, mais cela ne suffit pas ;
- Faire en sorte que le transport collectif devienne un vrai choix possible, en travaillant de concert avec le rail et les autres partenaires que sont les collectivités locales afin de mettre en place un réseau multimodal efficace et facilitateur pour tous les voyageurs.
- Favoriser le remplacement des cars anciens par des cars respectant l'environnement, peu gourmands en énergie ;
- Avoir une politique tarifaire plus incitative (...). Certains départements ont fait le choix d'un transport collectif à un prix très bas. Il serait intéressant de comparer leur évolution en terme de fréquentation avec les nôtres.



**André Gall - Conseiller général de Vannes-Ouest**

#### Plan départemental d'élimination des déchets

André Gall est intervenu sur l'approbation du PDEDMA : "Globalement, nous considérons que le plan départemental n'a pas de grandes ambitions dans la réduction globale des déchets par ménage. Certes, il est difficile de décréter à l'avance les tonnages qu'on pourrait attendre, mais des objectifs clairs d'un pourcentage significatif de réduction encourageraient les uns et les autres à faire des efforts. Votre proposition nous donne l'impression d'une gestion d'un bon père de famille, mais sans dynamisme réel. Il s'agit beaucoup plus d'une gestion au fil de l'eau que d'un souhait de rupture qui marquerait les esprits et peut-être les comportements. Pourquoi attendre 2010 pour escompter une stabilisation des tonnages. La référence de l'Ademe (1% de croissance au niveau national) conduit à prévoir une croissance fatale qui s'imposerait de la même façon à tous les départements français. De coordonnateur de l'existant, il faudrait devenir chef de file exigeant et moteur".



**Loïc Le Meur - Conseiller général de Ploërmel**

#### Transport aérien

Il n'est pas fait état dans les documents d'une volonté départementale d'affirmer le désenclavement aérien de notre département.

Nous avons la chance d'avoir pourtant sur notre territoire départemental un aéroport et il eut été utile, voir nécessaire me semble-t-il, de préciser notre ambition pour l'avenir sur différents points à savoir :

- Quels nouveaux soutiens apportés à la CCIM pour développer de nouvelles lignes aériennes vers les plateformes HUB, c'est-à-dire vers les autres pays européens ?
- Quelle politique d'accompagnement mener avec tous les partenaires concernés pour affirmer la vocation touristique de notre aéroport morbihannais ?
- Comment accélérer le désenclavement routier de cet aéroport afin de développer le facteur logistique marchandise de cet outil économique ?

Bref, nous avons la chance d'avoir un aéroport mais il faut aujourd'hui affirmer et conforter pour l'emploi son facteur économique dans l'avenir. (...)

## REGION BRETAGNE

### Mais OGM BT 11 en Bretagne La Région s'inquiète

**Le 12 novembre dernier, le collectif OGM 35 a découvert sur la commune de Hédé (nord de Rennes) une parcelle de maïs transgénique non autorisée. Si le canton de Hédé était bien recensé comme accueillant une parcelle de culture transgénique - de même que le canton de Rochefort-en-Terre pour le Morbihan - c'est le type de maïs trouvé, jugé dangereux, qui était illégal. La Région Bretagne a publié un communiqué suite à cette découverte.**



*"Le Conseil régional s'inquiète de la découverte d'une parcelle d'OGM non autorisée sur la commune de Hédé. Pour la Région Bretagne, une étape de plus vient d'être franchie dans la prolifération incontrôlée des organismes génétiquement modifiés en Bretagne. Nous demandons que toute la lumière soit faite sur cet événement grave pour notre environnement.*

*Selon toute vraisemblance, il s'agit de l'OGM BT 11 jugé trop risqué pour l'environnement par Stavros Dimas, commissaire européen à l'environnement. Pour la Région,*

*de nombreuses questions se posent sur cette découverte. Cette parcelle faisait-elle l'objet d'un suivi ? Comment a-t-on pu laisser ce maïs BT 11 non autorisé se développer ? Quelle filière a-t-il pu emprunter pour se retrouver sur nos terres ? Cette découverte repose également la question de la transparence des décisions sur la culture d'OGM en Bretagne.*

*Pour sa part, le Conseil régional continue son travail au sein du réseau européen des Régions libres d'OGM pour mieux structurer une filière non OGM, notamment à travers l'organisation d'une Conférence de l'alimentation animale sans OGM à Bruxelles les 4 et 5 décembre prochain sous le patronage du Comité des régions."*

### Eco-FAUR 2007 Les résultats

**Les résultats du 3<sup>ème</sup> appel à projets Eco-FAUR viennent d'être validés : la Région va apporter un soutien de près de 6 millions d'euros aux 76 projets d'urbanisme durable retenus.**

La Région souhaite promouvoir l'urbanisme durable. Avec l'Eco-FAUR, elle accompagne techniquement et soutient financièrement les communes qui mènent des opérations d'aménagement exemplaires sur leur territoire.

Au terme du 3<sup>ème</sup> appel à projets Eco-FAUR, le comité d'expertise, a retenu 76 projets. Qu'il s'agisse d'équipements et bâtiments publics (36), d'espaces publics ou paysagers (27), de quartiers nouveaux ou réhabilités (13), les projets distingués par la Région répondent à sa conception du développement durable : des opérations exemplaires du point de vue environnemental, qui améliorent le cadre de vie, favorisent la mixité sociale, s'inscrivent dans une réflexion globale et anticipent sur les évolutions futures, associent les habitants et les sensibilisent aux questions environnementales...

### MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

## Pouvoir d'achat Le danger de la politique sarkozyste

**Nicolas Sarkozy durant sa campagne présidentielle s'est déclaré "être le président de l'augmentation du pouvoir d'achat". Beaucoup de Français ont été séduits par cette volonté de relancer un pouvoir d'achat qui stagne depuis plusieurs années. Néanmoins ces propositions s'avèrent désastreuses pour l'économie française.**

En effet, la politique de relance du pouvoir d'achat engagée par le gouvernement s'axe essentiellement autour de la baisse des prix et ce au détriment d'une relance par l'augmentation des salaires. Ce choix politique risque de mettre en danger notre économie. En effet, les négociations menées par Sarkozy avec les acteurs de la grande distribution vont permettre à ce secteur d'exercer une pression sur les prix de leurs fournisseurs. Cette pression obligera les entreprises françaises engagées dans cette guerre des prix à des restructurations synonymes de pertes d'emploi et de délocalisations. Au final, le bilan en terme de pouvoir d'achat sera compromis par ces pertes d'emplois.

Qu'en est-il alors de la relance salariale ? Si longtemps décriée

face à l'émergence de puissances économiques exerçant un "dumping social", cette politique efficace en terme de relance du pouvoir d'achat mériterait d'être réexaminée. En effet, et ce contrairement à une idée reçue, le salarié français n'est pas le mieux loti en terme de minima salarial. Selon Eurostat, en équivalence de pouvoir d'achat, le salarié belge, néerlandais, irlandais et même britannique bénéficie d'un minima salarial plus avantageux que le smicard français. De plus, doit-on supporter la stagnation des salaires, notamment dans le service public, alors que des classes socioprofessionnelles comme les médecins ont su négocier une augmentation de leur salaire en compensation de leur perte de pouvoir d'achat et ce aux dépens de la Sécurité Sociale ?

De plus, les bénéficiaires colossaux enregistrés par les entreprises ne mériteraient-ils pas d'être soumis à plus de transparence quant à leur redistribution plus juste ? C'est pour ces raisons que la famille socialiste propose l'organisation rapide d'une conférence des salaires en partenariat avec les représentants syndicaux.

En outre, il ne faut pas perdre de vue notre combat contre le chômage, entrave à la négociation salariale. La "lutte contre la vie chère" ne doit pas nous faire oublier que la première des misères, le premier frein au pouvoir d'achat résulte du fait de ne pas avoir d'emploi.

**Mathieu Le Beller**  
Animateur fédéral

Le Rappel du Morbihan - N°67 - Jeudi 6 Décembre 2007

## La Région, inquiète, interpelle le Recteur d'Académie

Des évolutions lourdes semblent engagées par le Ministère de l'Education Nationale, des impacts seraient prévisibles dans plusieurs lycées bretons... Jean-Yves Le Drian vient de saisir par courrier le Recteur d'Académie suite aux différentes annonces faites lors des conseils d'administration des lycées.

*"Vous savez combien la Région, soucieuse de la qualité de l'enseignement a investi dans les établissements depuis 2004. Nous avons en particulier engagé un plan pluriannuel d'investissement basé sur des certitudes en terme de sections maintenues, et dans certains cas, des ouvertures prévisibles annoncées par vos services. Citons également la Stratégie Régionale Emploi Formation et le schéma des collèges et lycées.*

*Vous comprendrez donc nos inquiétudes aujourd'hui face aux annonces de transformations de plusieurs sections BEP et Bac Professionnel, aux fusions d'établissements proposées. Par ailleurs, je sais que des projets spécifiques à l'enseignement agricole sont aussi en discussion.*

*La Région dont l'action est aujourd'hui majeure dans les lycées est très attentive à ces évolutions et souhaite officiellement être informée des décisions que vous envisagez. Il me semble important que la logique budgétaire ne soit pas la seule grille d'analyse dans ce dossier et qu'il faille donc prendre en compte la notion d'aménagement du territoire ainsi que la réussite scolaire et sociale des élèves scolarisés. Dans le respect de nos compétences réciproques et au regard des sujets majeurs en question il semble incontestable qu'il faille une concertation."*

## Françoise Olivier-Coupeau présidente du groupe "Langues et cultures régionales"

Françoise Olivier-Coupeau - Députée du Morbihan vient d'être nommée présidente du groupe d'études "Langues et cultures régionales" de l'Assemblée nationale. Les groupes d'études réunissent des députés appartenant à des formations politiques différentes. La députée socialiste "entend porter le débat sur la place des cultures et des langues régionales dans notre pays et sur leur enseignement".

## Section de Vannes

Prochaine réunion de section :

Mardi 18 décembre  
20h30

Palais des Arts et des Congrès

## Agenda

### Premier secrétaire fédéral

**Judi 6 décembre - Pontivy**  
Réunion sur le projet départemental

**Samedi 8 décembre - Lanester**  
Assises territoriales de la Région

**Mardi 11 décembre - Lorient**  
Forum public élections municipales

**Judi 13 décembre - Baud**  
Convention fédérale

**Samedi 15 décembre - Paris**  
Convention nationale du PS

## Actualité

### Grenelle, Grenelle par-ci, Grenelle, Grenelle par-là

C'est devenu une mode dans notre pays, sous le règne agité du "conducator" Sarkozy, dès qu'il y a un problème on sort son Grenelle. Auparavant, quand on voulait enterrer un problème, on créait une commission, maintenant on ouvre un Grenelle.

A la vitesse où se déroulent actuellement les négociations sur les régimes spéciaux, on peut légitimement penser que pour gérer tous les dossiers sensibles, il ne faudra pas trop d'un quinquennat, même pour Nicolas rapido, pour trouver des solutions acceptables par les Français. Au vu aussi des résultats modestes enregistrés par le Grenelle de l'Environnement et surtout leur manque de financement, on peut s'interroger sur la méthode choisie par le Président et son gouvernement.

A propos du pouvoir d'achat, sujet qui préoccupe nos compatriotes, les quelques mesurettees annoncées par le gouvernement ne sont évidemment pas à la hauteur des attentes des Français. Non seulement elles ne concernent pas tout le monde mais pour la plupart se sont de telles usines à gaz qu'elles auront peu d'impact sur le pouvoir d'achat.

En attendant, l'espoir de faire partie des heureux bénéficiaires de ces nouvelles mesures, devrait être particulièrement tempéré par les annonces d'augmentation du prix du gaz, après celles des carburants, des loyers, des fruits et légumes et autres produits alimentaires. Nicolas Sarkozy compte sur le civisme des grandes enseignes pour modérer la hausse des prix, on peut toujours rêver. La dernière idée étant le rétablissement de la vignette auto pour lutter contre l'effet de serre qui devrait toucher toutes les voitures trop polluantes. Si l'on se réfère à l'utilisation de l'argent de la précédente vignette auto, qui devait financer la politique en destination des personnes âgées, on peut encore une fois s'interroger sur l'opportunité du retour de cette vignette. Il faudra, quand même que l'on m'explique comment ils vont donner du pouvoir d'achat aux Français en taxant de plus en plus leur porte-monnaie ? Mais je ne suis pas, sans doute, assez qualifié, pour comprendre les subtilités de cette politique de gribouille.

Pour finir sur un bon mot, Nicolas Sarkozy c'est le bourreau des mes thunes.

Le Cormoran

## ACTUALITES

### Pouvoir d'achat : l'échec de Sarkozy... Les propositions des socialistes

**Alors que Nicolas Sarkozy devait être "le Président du pouvoir d'achat !", les Français - et plus particulièrement les plus modestes - constatent depuis 6 mois qu'ils sont les premières victimes de la politique conduite par le Président de la République et que leur pouvoir d'achat ne cesse de baisser. Les propositions qu'il a faites lors de son allocution télévisée ne sont pas de nature à améliorer de manière significative cette situation. Face à cela, le Parti socialiste formule 10 propositions concrètes et lance une grande campagne nationale pour la défense du pouvoir d'achat. (Plus d'infos sur [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr))**

**AVEC NICOLAS SARKOZY,  
c'est gagner moins  
et payer plus**

#### GAGNER MOINS

Rien pour le SMIC et les salariés du privé ! Rien pour les fonctionnaires !  
Rien pour la prime de rentrée scolaire ! Rien pour les retraités !

#### PAYER PLUS

##### Santé

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008, avec les franchises médicales, **une taxe santé sera prélevée sur les ménages.**

##### Essence

Depuis le début de l'année, **le prix du carburant a augmenté de 15 %**, soit en moyenne **150 euros de plus par ménage.**

##### Redevance télévisuelle

**780 000 personnes âgées paieront 116 euros par an de redevance**, alors qu'elles en étaient jusqu'alors exonérées.

##### Logement

Depuis cinq ans, **les loyers augmentent en moyenne de 3 % par an** et, pour un grand nombre de ménages, ceux-ci représentent plus de 40 % de leur revenu.

##### Produits alimentaires

Depuis l'été, le pain a augmenté de 8 %, les produits laitiers de 40%. Le prix des volailles a augmenté de 7,5 % en un an. **Aujourd'hui, consommer 400 grammes de fruits et légumes par personne et par jour coûte chaque mois 60 euros pour un couple et 115 euros pour une famille avec 2 enfants**

**AVEC LES SOCIALISTES,  
10 propositions pour  
le pouvoir d'achat**



#### Augmenter les salaires

1. Une conférence sur les salaires pour augmenter le SMIC et les rémunérations, en liant l'exonération des cotisations sociales pour les entreprises à l'augmentation des salaires ;
2. Un plan de rattrapage des traitements dans la fonction publique ;
3. Une revalorisation immédiate de 5 % des petites retraites.

#### Baisser les prix des produits alimentaires

4. La répercussion en faveur des consommateurs des marges obtenues par la grande distribution sur les producteurs ;
5. Une incitation fiscale pour faire baisser les prix des produits de première nécessité (céréales, produits laitiers, fruits et légumes).

#### Diminuer le coût du logement

6. L'encadrement des loyers pour l'année 2008, indexés sur le seul coût de la vie ;
7. La création d'un service public de la caution pour faciliter l'accès au logement ;
8. Le respect de la loi obligeant les communes à créer 20 % de logements sociaux.

#### Maîtriser le prix de l'énergie

9. La baisse des taxes sur l'essence (rétablissement de la TIPP flottante) ;
10. La généralisation du "chèque transport", pour aider les salariés dans leurs déplacements (financé par un prélèvement sur les super-profits des compagnies pétrolières).

#### Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

**Le Rappel**  
du Morbihan

Propriété de la Fédération  
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : [lerappeldumorbihan@wanadoo.fr](mailto:lerappeldumorbihan@wanadoo.fr) ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

#### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste  
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

**Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55**  
**Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : [fede56@parti-socialiste.fr](mailto:fede56@parti-socialiste.fr)**  
Site Internet : [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)